

Colombie : le peuple veut mettre fin au néolibéralisme

Wednesday 19 May 2021, by [ALLEN Nicolas](#), [HYLTON Forrest](#) (Date first published: 15 May 2021).

Pendant des semaines, les Colombiens sont restés dans les rues pour contester le modèle social et économique violent de leur pays.

Alors que la Colombie entre dans sa troisième semaine de grèves nationales, les manifestants ne montrent aucun signe de sortie des rues. À partir du 28 avril, lors d'une journée de protestation contre une réforme fiscale régressive, la vague de grève a depuis pris de l'ampleur et s'est répandue dans tout le pays alors que les grévistes forment un front commun contre l'administration du président de droite Iván Duque et la machine politique de ancien président Álvaro Uribe.

Les manchettes internationales se sont concentrées sur la répression sanglante des manifestants par la police et les forces armées colombiennes. Le *New York Times*, par exemple, rapporte que la police, autrefois engagée dans la guerre contre «les guérilleros et les paramilitaires de gauche», détourne maintenant sa puissance de feu considérable contre des civils.

Les médias internationaux, cependant, ont en grande partie oublié que l'État colombien est en guerre avec la gauche, les organisations ouvrières et paysannes et les mouvements sociaux depuis des décennies. Depuis le début des années 2000, lorsque la guerre contre-insurrectionnelle est devenue une pièce maîtresse de l'administration d'Uribe, le terrorisme d'État est la méthode de choix pour gérer les inégalités croissantes en Colombie et la désintégration sociale provoquée par le néolibéralisme.

Dans ce même sens, les manifestants n'appellent pas seulement à une réforme de la police, ils appellent à la fin d'un système inégal en Colombie qui ne peut être maintenu que sous la menace d'une arme.

Forrest Hylton, professeur à l'Université de Medellín et chroniqueur à la *London Review of Books*, écrit et rend compte de la politique colombienne depuis plus de 25 ans. Il s'est entretenu avec Nicolas Allen, rédacteur en chef de *Jacobin*, au sujet des revendications des grévistes, de la légitimité en train de s'éroder, et des implications plus larges que les manifestations pourraient avoir pour la politique colombienne et pour le retour de la gauche colombienne.

Nous sommes maintenant dans la troisième semaine de grèves générales en Colombie. Pouvez-vous commencer par nous donner une idée de ce qui a déclenché la première action nationale le 28 avril et de ce qui a retenu les manifestants dans la rue depuis?

Tout a commencé par l'introduction d'un paquet fiscal régressif par l'ancien ministre des Finances Alberto Carrasquilla, qui aurait ajouté une taxe de 19% sur toute une gamme de biens et services essentiels aux besoins quotidiens et à la subsistance des gens: eau, électricité, gaz naturel, l'essence et les produits de base comme la farine, les céréales, les pâtes, le sel, le lait et le café. Ce paquet fiscal régressif fait suite à une proposition similaire en 2019, qui a également déclenché une grève générale à l'échelle nationale. En 2019, la réforme a donné aux entreprises et au secteur

bancaire toute une série d'allègements et d'exonérations fiscales, ce qui est l'une des raisons du déficit budgétaire.

Malgré la démission du ministre des Finances et l'abrogation du paquet fiscal, les protestations ont augmenté plutôt que diminué.

La principale différence entre les deux grèves générales est la pandémie. Les statistiques de l'agence statistique nationale colombienne suggèrent que la pauvreté a augmenté de 7% par rapport à l'année dernière, et il est probablement prudent de dire qu'elle est considérablement plus élevée que cela. Les statistiques officielles indiquent que 42,5% de la population colombienne vit dans la pauvreté - là encore, le chiffre est probablement considérablement plus élevé. Et quelque part entre 50 et 60 pour cent des Colombiens travaillent dans le secteur informel.

La Colombie a connu l'un des verrouillages les plus longs et les plus stricts au monde, sans mise en œuvre de dispositions universelles de revenu de base. C'était donc une sorte de chute libre pour la moitié inférieure de la population. Mais il est également important de souligner à quel point la situation est précaire pour la classe moyenne colombienne, durement touchée par la pandémie. Pour beaucoup, l'emploi salarié se tarira. En termes de cas et de décès par habitant dus au COVID-19, la Colombie se classe respectivement au onzième et au dixième rang dans le monde. Le système de santé colombien s'effondre actuellement à Bogotá, et il n'y a eu que corruption et mauvaise gestion de la pandémie dans tout le pays.

Dans ce contexte, le paquet fiscal régressif rendrait littéralement impossible pour plus de la moitié de la population de continuer à survivre comme ils le sont actuellement, et presque impossible pendant un autre quart. C'est donc ce qui a déclenché ce soulèvement massif à partir du 28 avril et pourquoi il y a eu une mobilisation nationale avec des marches de masse dans toutes les grandes villes et les zones rurales de Colombie.

La génération de classe la plus affectée par la pandémie et par le néolibéralisme militarisé, le jeune prolétariat informel des périphéries urbaines, est à l'avant-garde et à l'épine dorsale de ces manifestations, et a supporté le poids de la répression et de la militarisation. Les jeunes sont en première ligne et les mères et les grands-mères prennent soin d'eux, les nourrissent et les hébergent.

Il s'agit de la plus grande génération de classe du pays et, pour le moment, elle n'a pas de représentation politique formelle. Cela nous ramène à la grande grève civique de 1977, mais à une échelle beaucoup plus grande. Et au lieu que les guérilleros soient en hausse, ils sont presque entièrement absents ou éclipsés. D'où l'émergence potentielle d'une gauche urbaine, pour la première fois dans l'histoire colombienne.

Le président Iván Duque a depuis édulcoré certains des aspects les plus manifestement régressifs du projet de loi sur la réforme fiscale. Et pourtant, les manifestations se poursuivent, et comme elles le font, nous commençons à voir émerger une variété de revendications, au-delà du retrait de la réforme fiscale. Quelles sont certaines de ces demandes et quels sont les groupes impliqués dans les manifestations?

La réforme fiscale a été abrogée presque immédiatement après le début des manifestations, car elles étaient tellement plus importantes que ce que le gouvernement avait prévu ou prévu. Mais, malgré la démission du ministre des Finances et l'abrogation du paquet fiscal, les protestations ont en fait augmenté plutôt que diminué. Et c'est en partie parce que le gouvernement veut également introduire des réformes de la santé et des retraites qui toucheraient davantage la classe moyenne et le prolétariat informel.

Il vaut peut-être la peine de mentionner que seulement 4,5% environ des travailleurs colombiens appartiennent à des syndicats. Donc, même si ce sont les principales centrales syndicales et le syndicat des enseignants qui ont appelé à la grève, à ce stade, le Comité national de grève - qui est actuellement en train de dialoguer avec le gouvernement - a une portée limitée en ce qui concerne ce qui se passe réellement. dans les rues.

Dans les rues, vous avez une grande variété de secteurs mobilisés, à la fois dans un sens social et géographique, et il y a une grande diversité de demandes, ainsi qu'une décentralisation généralisée. Presque tous ceux qui appartiennent à n'importe quel type d'organisation sont mobilisés, et un grand nombre de jeunes qui n'appartiennent à aucune organisation sont également dans la rue. La grève des camionneurs a été très importante en termes de blocage des flux de marchandises entrant et sortant des villes et des villages. Le mouvement étudiant a probablement le plus grand nombre de tous les mouvements organisés. Et c'est en partie parce que les mesures de réforme néolibérales ont marchandisé l'enseignement supérieur, endetté un grand nombre d'étudiants dans le processus et multipliant le nombre de ceux qui vont à l'université. L'autre chose que la plupart des manifestants réclament est ce que l'on pourrait appeler un budget de la paix:

En plus des secteurs que j'ai nommés, il y a bien sûr le mouvement autochtone, en particulier du Cauca et du sud-ouest, qui a été extrêmement important alors qu'ils se sont mobilisés de leur pays d'origine à la ville de Cali. Au cours des quinze dernières années au moins, le mouvement du Cauca, bien que relativement petit, a souvent été une sorte de détonateur pour les mouvements populaires nationaux. Et cela inclurait également le mouvement afro-colombien, qui est largement concentré sur la côte Pacifique, et dont les revendications concernent la pêche, les droits fonciers, l'exploitation minière, l'écologie, la paix et la restitution des terres volées.

Les mouvements féministes - qui étaient profondément impliqués dans le mouvement de paix à large assise sous l'administration précédente - ont fait partie intégrante de l'émergence d'une politique de masse urbaine et progressiste en Colombie ces derniers temps. Maintenant, les mouvements féministes, les LGBTQ et les secteurs les plus progressistes (comme les minorités autochtones et afro-colombiennes) ont voté pour Gustavo Petro en 2018, où il a remporté 42% des voix - bien au-delà de tout ce que n'importe quel candidat de gauche en Colombie a jamais réalisé. . Cela a conduit ses détracteurs à affirmer que Petro dirige d'une manière ou d'une autre ces manifestations ou que les manifestants suivent son exemple - même s'il s'est principalement tenu à l'écart autant qu'il le pouvait et a appelé les manifestants à lever les blocus.

En d'autres termes, les manifestations ne viennent pas de la gauche organisée et politique. Les associations de retraités ont été très actives, tout comme les lycéens, les travailleurs de la santé, les associations de quartiers urbains, etc. Les organisations de quartier contribuent particulièrement à rendre cette résistance hautement décentralisée en organisant des réunions, des assemblées et des manifestations nocturnes dans les quartiers eux-mêmes. Enfin, le secteur culturel - artistes, musiciens, comédiens, humoristes, universitaires - est fortement impliqué. La pure créativité juvénile des manifestations a été l'une de leurs caractéristiques les plus remarquables.

Depuis la signature des accords de paix fin 2016, plus d'un millier de dirigeants de mouvements sociaux colombiens ont été assassinés.

Le Comité national de grève a dix-huit revendications. Il serait difficile de dire à quel point ils sont représentatifs de l'ensemble des mouvements, ou d'ailleurs combien d'activistes sur le terrain - la base, si vous voulez - acceptent le rôle de négociation du Comité comme légitime. Et au sein de chaque mouvement, il y a aussi des tensions entre le leadership et la base.

Dans tous les cas, les manifestants voient les accords de paix signés en 2016 entre le gouvernement

colombien et les rebelles des FARC mis en œuvre. Ils veulent mettre fin à la corruption systémique; pour que la police anti-émeute militarisée soit complètement dissoute; pour que le gouvernement respecte les accords qu'il a signés avec les étudiants en 2019; un nouveau type de réforme fiscale qui serait progressive plutôt que régressive; investissement public dans les soins de santé (le système de santé colombien est entièrement privatisé sur le modèle américain); la fin de l'assassinat des dirigeants du mouvement, qui jusqu'à présent se déroulait presque exclusivement à la campagne. Depuis la signature des accords de paix fin 2016, plus d'un millier de dirigeants de mouvements sociaux colombiens ont été assassinés.

Une autre demande est de faire respecter l'égalité des sexes. La pauvreté annuelle des femmes a augmenté de 20% depuis que la pandémie a frappé, et bien sûr, les femmes sont victimes de discrimination en termes de salaire et de salaire, sans parler de tout le travail non rémunéré qui accompagne les soins aux familles, ainsi que la violence à l'égard des femmes, ce qu'ils ont souligné lors des manifestations, la police anti-émeute ayant agressé et violé des manifestants.

Une autre demande centrale est la protection de la faune et de l'environnement. La Colombie est l'un des pays les plus riches en biodiversité de la planète, avec le Mexique et le Brésil. Le Brésil fait la une des journaux en matière de destruction de l'environnement, mais la Colombie n'est pas en reste. En ce qui concerne ces points environnementaux, les manifestants demandent que les sociétés minières et énergétiques soient réglementées, car elles opèrent essentiellement sans contraintes et maintiennent leur propre ensemble de lois extraterritoriales dans les zones où elles opèrent.

Les manifestants appellent à une réforme progressive des retraites au lieu de mesures de privatisation régressives. Ils veulent un budget plus participatif et une réforme progressive du droit du travail par opposition aux mesures régressives du droit du travail que le gouvernement tente d'introduire au Congrès. Une autre demande clé est la restitution des terres volées: environ cinq ou six millions d'hectares ont été volés aux paysans, principalement par les forces paramilitaires au nom de la victoire des guérillas communistes.

À travers toute la diversité - peut-être même la fragmentation - la demande sous-jacente est que l'État colombien s'engage à fournir un engagement de base en faveur du bien-être social tel que défini dans la constitution de 1991.

Il existe de nombreuses autres demandes et, comme les différents groupes mobilisés, elles sont assez hétérogènes. Mais à travers toute la diversité - peut-être même la fragmentation - la demande sous-jacente est que l'État colombien s'engage à fournir un engagement de base en faveur du bien-être social tel que défini dans la constitution de 1991. Ainsi, il serait juste de caractériser cela comme une révolution démocratique libérale de citoyens potentiels contre l'État et la société autoritaires, oligarchiques et néolibéraux contre-insurgés, construits au cours des trente ou quarante dernières années.

Vous avez évoqué la participation sans précédent de la classe moyenne aux manifestations. Nous avons même vu des graffitis dans les quartiers aisés de Bogotá appelant à la démission de Duque. On a le sentiment que le soutien du gouvernement à la classe moyenne urbaine s'érode vraiment.

J'ai participé à la grève de 2019 en tant que professeur dans la principale université publique du pays, et je pense qu'il est juste de dire qu'à l'époque, comme maintenant, nous avons assisté à une effusion similaire de la part de la classe moyenne urbaine. Surtout à Bogotá, en 2019, dans des quartiers où vous ne vous y attendiez pas, nous avons vu des assemblées de citoyens se dérouler dans toute la capitale. Mais c'est beaucoup plus massif cette fois en termes de participation à la fois de la classe moyenne et du prolétariat informel.

Une partie de ce qui rend ces manifestations historiques est que cela fait maintenant plus de deux semaines consécutives de grève. Le flux de biens et de services a été interrompu dans une mesure totalement différente de tout ce que nous avons vu ces dernières années.

Comme en 2019, le fait que la classe moyenne urbaine soit dans une telle force est vraiment important en termes de représentation médiatique. Contrairement au prolétariat informel, la classe moyenne urbaine a les moyens de contester les récits officiels du gouvernement affirmant que les manifestations sont menées par des vandales et des guérilleros narcotrafiquants. Comme il l'a fait depuis le soulèvement urbain national de 1948, connu à tort comme le Bogotazo, le gouvernement prétend qu'il s'agit d'une grande conspiration communiste.

Le scénario de la guerre froide en Colombie, assimilant les manifestants civils à des guérilleros, ne change jamais. Mais la réalité elle-même a changé - et de façon dramatique. Grâce aux efforts de ses plus jeunes membres, la classe moyenne urbaine éduquée en Colombie ne croit tout simplement plus au récit de la guerre froide qui a façonné et continue de façonner une grande partie de la politique colombienne.

Et pourtant, à en juger par les mesures répressives prises par le gouvernement, il semble certainement qu'ils pensent que ce récit peut l'emporter. Le type de terreur mis en œuvre - le plus manifestement avec l'utilisation renouvelée de « faux positifs » - suggère que Duque veut imposer le récit de la guerre froide en augmentant la violence et en refondant le conflit dans le cadre de la guerre contre le communisme. Quelles sont les chances que cela fonctionne?

Après la signature des accords de paix en 2016, les FARC ont complètement respecté leur part de l'accord et le gouvernement ne l'a pas fait. Tout le monde en Colombie le sait - il est de notoriété publique que le gouvernement a fait tout son possible pour faire dérailler les accords de paix et qu'il a besoin d'une certaine manière que ce conflit se poursuive s'il veut justifier la répression des manifestations non violentes.

Lors de la grève générale de 2019, le gouvernement a tenté de stigmatiser et de criminaliser les étudiants manifestants en affirmant qu'ils étaient associés à des organisations terroristes (c'est-à-dire de guérilla). Mais cette ligne n'a pas fonctionné, en partie parce que les étudiants ont pu contester avec succès ce récit dans les médias colombiens. La perception populaire a complètement changé et la diffusion de vidéos citoyennes de brutalités policières - y compris de meurtres - y contribue.

Ces dernières années, le gouvernement n'a pas déclenché le genre de répression meurtrière contre les classes moyennes urbaines et les travailleurs de la périphérie urbaine comme il le fait régulièrement dans les zones rurales. Cependant, compte tenu notamment de l'ampleur des manifestations, la théorie de fonctionnement du gouvernement est que s'il peut simplement frapper les manifestants avec suffisamment d'artillerie lourde, de chars et d'hélicoptères, les gens finiront par être terrifiés à l'idée de se soumettre. Il est important de souligner que si les manifestations s'éternisent, la stratégie du gouvernement pourrait fonctionner.

La classe moyenne urbaine éduquée en Colombie ne croit tout simplement plus au récit de la guerre froide qui a façonné et continue de façonner une grande partie de la politique colombienne.

Leur stratégie ne dépend pas d'une grande légitimité, mais plutôt de la nécessité: cela signifie essentiellement affamer autant d'endroits et de personnes que possible, permettant à des pénuries alimentaires massives de s'accumuler - en ignorant la thésaurisation et la spéculation - jusqu'à ce que les villes aient besoin de caravanes militaires pour apporter dans la nourriture. L'idée est qu'au

fur et à mesure que les pénuries s'intensifient, les gens se retourneront contre les manifestations par fatigue et par résignation, auquel cas le gouvernement pourra déclencher une répression encore plus grande contre les manifestants.

En attendant, le gouvernement essaie de négocier au niveau sectoriel. Ils essaieront de négocier avec les comités de grève régionaux et passeront par les motions de dialogue avec le comité national de grève. Tout le monde sait que ces dialogues ne seront pas sérieux, mais ils essaieront peut-être d'acheter des comités de grève régionaux. Mais encore une fois, le Comité national de grève n'est pas nécessairement tout ce représentant, donc on ne sait pas encore comment une solution négociée pourrait être élaborée.

Il pourrait être utile de retirer la lentille pour examiner les manifestations en termes de l'économie politique colombienne au sens large. La principale motivation de la réforme fiscale régressive est de faire face à la profonde crise budgétaire en Colombie. Et la résolution de cette crise est particulièrement cruciale pour les plans du gouvernement visant à moderniser le réseau d'infrastructure du pays, ce qui attirerait des capitaux étrangers et augmenterait les revenus d'exportation - tout en élargissant les frontières extractives. Vu sous cet angle, pensez-vous que les manifestations ont le potentiel de relier des demandes apparemment disparates, comme la consommation populaire et le bien-être social, et la protection de l'environnement et les droits des peuples autochtones?

Si vous regardez les points qui sont négociés par le Comité national de grève, il y a un certain nombre de problèmes concernant l'exploitation minière, l'énergie, la contamination environnementale, la déforestation, la faune, le territoire autochtone, etc. Ainsi, près d'une demande sur quatre concerne la réforme du modèle économique actuel basé sur l'exploitation minière, l'extractivisme énergétique et l'agro-industrie. Cela n'a pas été couvert dans les accords de paix de 2016 entre le gouvernement et les FARC. Bien sûr, ce modèle est dominé par les multinationales et est essentiellement négocié par des réseaux clientélistes de politiciens, ainsi que des néo-paramilitaires, qui garantissent les droits de propriété sur les frontières minière, énergétique et agricole.

Récemment, quelque chose d'intéressant s'est produit: les villes historiquement conservatrices des campagnes ont voté massivement lors de plébiscites contre l'extractivisme sur leur territoire. On a de plus en plus le sentiment que la répudiation de cette activité d'extraction ne concerne pas seulement les dommages environnementaux - le modèle économique sous-jacent est de plus en plus remis en question.

Le modèle néolibéral colombien, associé aux réformes économiques mises en œuvre au début des années 90, est à l'essai. Ce système est protégé par un État contre-insurrectionnel gonflé et soutenu par les États-Unis - un État de sécurité nationale doté de forces policières et militaires massives qui se déchaînent contre la population civile afin de faire respecter le modèle néolibéral. Et à mesure que ce système devient de plus en plus régressif, les gens - en particulier les jeunes - disent de plus en plus que cela ne peut pas être l'avenir de la Colombie - parce que ce n'est pas un avenir à proprement parler.

La théorie opérationnelle du gouvernement est que s'il peut simplement frapper les manifestants avec suffisamment d'artillerie lourde, de chars et d'hélicoptères, les gens finiront par être terrifiés à l'idée de se soumettre. Il est important de souligner que la stratégie du gouvernement pourrait fonctionner.

Donc, oui, nous ne pouvons pas séparer la demande d'un État-providence libéral d'une réorientation à assez grande échelle de l'économie politique colombienne. En fait, la Colombie avait commencé à

construire une base industrielle nationale pendant le Front national des années 1950 aux années 1970, avec des marchés intérieurs qui reliaient les différentes villes et territoires de la Colombie les unes aux autres. Les gens n'appellent pas à un retour à ce modèle de développement antérieur, ou à la politique de consensus bipartite de la guerre froide qui l'accompagnait, mais à une sorte de modèle davantage orienté vers le développement national, la création d'un marché national, une certaine redistribution de la richesse et des revenus, et l'atténuation des inégalités en ville et à la campagne. La répudiation du modèle néolibéral n'est peut-être pas encore la serrure, le stock et le canon.

La Colombie est toujours l'un des pays les plus inégaux d'Amérique latine, qui à son tour est la région la plus inégale du monde. En ce sens, l'État contre-insurrectionnel de la guerre froide en Colombie a été nécessaire pour mettre à l'épreuve un modèle économique incroyablement exclusif. Et la seule chose que Duque a faite depuis son arrivée au pouvoir est d'approfondir ce modèle de la manière la plus obscène et la plus scandaleuse, au milieu des scandales de corruption en cascade.

Il y a certainement une longue distance à parcourir pour démanteler à la fois l'État de sécurité nationale contre-insurrectionnel et le type de modèle économique néolibéral à l'épreuve des balles qu'il a garanti. Mais à en juger par les récentes grèves nationales, il semble que la jeunesse colombienne y soit sur le long terme. Cette génération de Colombiens a connu une politisation incroyablement large et profonde.

Je parle du long terme parce que, s'il y a une force dans la politique colombienne qui a eu neuf vies, c'est l'*uribisme* et l'influence politique durable de l'ancien président d'extrême droite Álvaro Uribe. Les forces d'Uribe au Centro Democrático ont peut-être encore plus de munitions, mais je pense qu'elles sont peut-être à court de munitions.

En parlant d'Uribe, pourriez-vous parler un peu de qui il est et de ce *que* représente l'*uribisme* dans la politique colombienne? Et une question connexe, à quel point pensez-vous que cette crise est terminale pour le régime politique qu'il a mis en place au début des années 2000?

Álvaro Uribe a été président de la Colombie de 2002 à 2010. Il fait actuellement l'objet d'une enquête de la Cour suprême pour pots-de-vin et falsification de témoins. Bien qu'il soit très difficile d'épingler quoi que ce soit sur Uribe, il existe de nombreuses preuves circonstancielles suggérant qu'il était un criminel de guerre lorsqu'il était président de 2006 à 2010.

Le scandale des «faux positifs» que vous avez évoqué plus tôt a été un événement majeur: l'armée a fait disparaître quelque dix mille jeunes hommes civils des quartiers périphériques urbains dans le but de gonfler le nombre de morts et de dire qu'ils menaient une campagne réussie contre les rebelles des FARC. La guerre contre-insurrectionnelle a été massivement financée par les États-Unis à travers le Plan Colombie, le Plan Patriot et ses successeurs sous Clinton, Bush et Obama.

Uribe est associé à l'idée que vous ne pouvez pas être neutre dans un conflit armé contre des terroristes subversifs communistes: les citoyens doivent être à bord avec l'État contre-insurrectionnel et doivent collaborer activement avec l'armée et la police. Dans cet effort, l'*uribisme* a considéré toutes les tactiques comme légitimes, y compris le déplacement forcé, la disparition de personnes, les meurtres extrajudiciaires, la torture, le trafic de stupéfiants, l'achat de voix, la menace des fonctionnaires judiciaires, y compris les juges de la Cour suprême - vous l'appelez.

Lorsque Uribe était gouverneur d'Antioquia, la région la plus peuplée de Colombie, de 1995 à 1997, il a essentiellement légalisé le paramilitarisme; plus tard, lorsqu'il était président, le paramilitarisme a été dans une large mesure institutionnalisé à l'intérieur ou aux côtés de l'État, en particulier dans

les régions frontalières au-delà de la souveraineté de l'État, qui ont été maîtrisées par la terreur militaire, paramilitaire et policière combinée.

La jeunesse colombienne a connu une politisation incroyablement large et profonde.

Uribe a jeté une longue ombre sur presque tous les aspects de la politique colombienne au cours des vingt dernières années. Sous l'administration de Juan Manuel Santos – qui, bien qu'étant le ministre de la Défense d'Uribe, représentait un néolibéralisme légèrement plus modéré et éclairé – le processus de paix avec les FARC a commencé et Uribe est devenu la figure la plus importante de l'opposition au gouvernement Santos.

Nous avons déjà parlé des jeunes, des étudiants universitaires et des lycéens. Ce sont eux qui rejettent le plus totalement l'emprise de cet État mafieux corrompu et contre-insurrectionnel sur la société colombienne. Ils veulent vraiment un État providence libéral et une société, et ils sont prêts à se battre de manière non violente – et même à mourir – pour y parvenir. Il se passe quelque chose de générationnel ici, où les jeunes expriment essentiellement un rejet total d'Uribe et de la politique qu'il représente. Leur capacité de courage et d'héroïsme est difficile à exagérer et se démarque même dans le contexte latino-américain, où la répression étatique a tendance à être des ordres de grandeur plus grande que dans le Nord.

Vous avez déjà mentionné le processus de paix troublé et expliqué comment la justification continue de la contre-insurrection a agi comme un obstacle à un changement social plus large en Colombie. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la manière dont les groupes paramilitaires ont été réactivés ces dernières années?

Les accords de paix signés fin 2016 entre le gouvernement et les rebelles des FARC contenaient toute une série de dispositions. Ils n'ont pas vraiment abordé les questions urbaines – ils ont été conçus pour améliorer la vie à la campagne et pour parrainer des coopératives et des emplois productifs pour les soldats démobilisés des FARC. Au lieu de cela, des commandants de niveau intermédiaire et des soldats de la base ont été traqués un par un par ces groupes néo-paramilitaires. L'un des négociateurs des FARC, quant à lui, est sur le point d'être extradé vers les États-Unis pour trafic de stupéfiants.

Auparavant, lorsqu'il était président, Uribe avait négocié la soi-disant démobilisation des paramilitaires. Certains dirigeants paramilitaires ont commencé à parler de leurs liens avec des politiciens, des hommes d'affaires et des responsables militaires, y compris le président Uribe de l'époque, alors il les a rapidement extradés vers les États-Unis en 2008. Pourtant, la majorité est sortie sans écosse et a continué ses affaires comme d'habitude. – que ce soit la drogue, les armes et le contrôle du territoire, ou le contrôle des travaux publics, les systèmes de santé privatisés, voire certaines universités publiques et privées. Les paramilitaires se sont donc en quelque sorte transformés – leur pain et leur beurre est toujours le trafic de drogue, mais ils étaient surtout intéressés par l'augmentation des profits et du contrôle territorial après 2008, et par la traduction de leurs gains économiques en gains politiques. Et ils ont eu un succès incroyable dans ce domaine, en particulier dans le secteur minier,

C'est donc une des raisons pour lesquelles les militants du mouvement social dans les zones rurales ont été éliminés à une telle échelle depuis la signature des accords de paix. Les populations rurales ont été plus organisées et militantes que leurs homologues des villes, comme en témoignent les grèves agraires nationales qu'elles ont menées sous le président Santos.

Je pense que l'une des choses intéressantes à propos des mouvements étudiants et autochtones est qu'ils continuent d'insister sur leur droit constitutionnel de manifester – ils touchent un nerf et

dénoncent la nature autoritaire de l'État contre-insurrectionnel, qui répond avec une force disproportionnée et meurtrière. à tout signe d'inconformité sociale.

Si les manifestations se poursuivent beaucoup plus longtemps, nous commencerons à voir si l'utilisation plus ouverte de la force paramilitaire est réactivée. Nous avons vu beaucoup de preuves de policiers en civil tirant sur des manifestants, souvent dans des véhicules sans plaques d'immatriculation. Il y a une ligne mince entre ce que l'on appelait autrefois les paramilitaires et le type de terreur d'État que nous voyons actuellement, mais jusqu'à présent, comme les guérilleros, les paramilitaires ont été manifestement absents. Idem pour l'armée. Mais cela pourrait changer. Cependant, pour répéter, l'*uribisme* est une force bien diminuée, et une ombre de ce qu'il était dans son apogée.

Dans quelle mesure les élections présidentielles de 2022 pèsent-elles sur les manifestations? Vous avez déjà mentionné que le candidat de gauche Gustavo Petro, qui est actuellement le favori projeté, est considéré à tort comme à la tête des manifestants.

Il y a encore trop de fumée dans l'air en ce moment pour dire avec confiance comment le soulèvement affectera le nombre de sondages électoraux en Colombie. Mais je pense que le point le plus large a à voir avec une éventuelle articulation entre la gauche politique au Sénat, les maires, les conseils municipaux, etc., et les mouvements sociaux eux-mêmes. Les mouvements semblent actuellement être beaucoup plus larges que tout ce que la gauche est capable d'englober, et beaucoup plus décentralisés que tout ce qu'un programme populaire national pourrait canaliser.

Il y a une ligne mince entre ce que l'on appelait autrefois les paramilitaires et le type de terreur d'État que nous observons actuellement.

Lorsqu'il était sénateur en 2006, Petro, devenu plus tard maire de Bogotá, a lancé une série de dénonciations et d'enquêtes sur les liens historiques entre Uribe et les paramilitaires dans ses régions d'origine d'Antioquia et de Cordoue. Petro était une figure de l'opposition électrisante à une époque où s'opposer à Uribe ressemblait presque à une condamnation à mort, en particulier lorsqu'il s'agissait d'exposer ses liens avec les forces paramilitaires. Et, en tant que maire de Bogotá, Petro s'est montré prêt à résister à certains des intérêts mafieux les plus enracinés dans la capitale. L'establishment politique colombien a essayé de le chasser de la politique colombienne par le biais du droit, mais jusqu'à présent, ils ont échoué.

Petro était membre du M-19, qui était le mouvement de guérilla le plus urbain de Colombie, et aussi son plus nationaliste. Il s'est démobilisé pour participer à l'assemblée constitutionnelle qui a conduit à la rédaction de la constitution de 1991. Il est donc un politicien professionnel depuis le début des années 90. Et ses antécédents en tant qu'opposant au néolibéralisme contre-insurrectionnel sont incontestables.

Le programme de Petro est fondamentalement une social-démocratie assez modérée conçue pour mettre le pays en conformité avec les aspects progressistes de la constitution de 1991 et des accords de paix de 2016. Interrogé sur la campagne électorale en 2018, Petro a déclaré: «Ils continuent d'essayer de me dépeindre comme ce genre de disciple communiste enragé de Fidel Castro et Hugo Chávez. Mais dans tout pays légèrement moins conservateur que la Colombie, les gens reconnaîtraient immédiatement que j'essaie de faire adopter des réformes libérales progressistes qui auraient dû être adoptées en Colombie au XXe siècle.

Il pourrait y avoir là un véritable pouvoir symbolique en termes de revendication d'un héritage de progressisme non accompli dans le passé politique de la Colombie. L'aile progressiste du Parti libéral colombien a tenté - sans succès - de transformer le pays. Donc, dans ce sens, je pense que les

protestations pourraient être bénéfiques pour Petro. Depuis si longtemps maintenant, la Colombie a été considérée comme un point-virgule des États-Unis – si Petro gagnait, ce serait vraiment dramatique en termes d'équilibre des forces électorales en Amérique du Sud.

Les efforts pour éradiquer la gauche et le libéralisme progressiste au nom de l'anticommunisme n'ont jamais abouti.

C'est intéressant, car, comme vous l'avez souligné, la Colombie est un pays conservateur réputé. Il reste le porte-flambeau régional du consensus de Washington et joue à certains égards un rôle encore plus important que le Brésil de Jair Bolsonaro en termes de basculement des échelles politiques en Amérique latine vers la droite. Mais, comme vous faisiez juste allusion à l'expérience de Petro dans l'organisation de la guérilla M-19 et l'aile progressiste du Parti libéral, la Colombie a une histoire très riche de politique de gauche remontant à Jorge Gaitán dans les années 1940 et au-delà. Quoi que l'on puisse penser des FARC ou de l'ELN, ces deux organisations sont parmi les plus anciennes formations de gauche de l'hémisphère occidental. Pensez-vous qu'avec les mouvements de protestation, nous pourrions commencer à voir la politique de gauche refaire surface dans la société colombienne?

Le point est bien compris: il serait difficile de trouver un pays où il y a eu un effort plus soutenu pour effacer le «communisme» et les «communistes» de la face de la carte. Par «communisme», je me réfère ici à la large bande du spectre politique qui a été persécuté par l'État colombien au cours des guerres de contre-insurrection sans fin.

Mais les efforts pour éradiquer la gauche et le libéralisme progressiste au nom de l'anticommunisme n'ont jamais abouti. Petro lui-même symbolise cette capacité de survie et de renouveau, une capacité dont un certain nombre de mouvements et d'organisations ont fait preuve, décennie après décennie, face à une terreur assez soutenue.

Ici, je pense qu'il faut vraiment parler de l'importance du mouvement féministe et des rôles de leadership des femmes pour essayer de faire une place à la société civile dans le processus de paix. Le travail effectué par les groupes féministes a jeté les bases de ce qui se passe aujourd'hui, et la présence des femmes – en particulier des jeunes femmes – en tant que leaders du mouvement est vraiment évidente.

Le rôle des femmes dans la politique urbaine a été apparent depuis la grève générale de 1977. Il y a une façon dont ce cycle est en train de boucler la boucle aujourd'hui. Nous voyons une fois de plus les femmes jouer un rôle décisif à tous les niveaux de leadership, et comme les jeunes – compte tenu des chevauchements considérables entre les deux catégories – elles semblent y être sur le long terme.

Ainsi, même si nous notons la tragédie de la terreur d'État contre le peuple colombien, nous devrions également tirer l'espoir de leur courage et de leur résilience étonnants. Ils ne seront pas réduits au silence et ils n'iront pas doucement dans la nuit.

Forrest Hylton
Nicolas Allen

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.S.

Forrest Hylton avec Nicolas Allen, Jacobin, 15 mai 2021

<https://alter.quebec/colombie-le-peuple-veut-mettre-fin-au-neoliberalisme/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste: [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)